

## L'expérience grecque (II)

# « En chemise, pieds nus et la corde au cou »

L'expérience grecque a montré, s'il en était besoin, que « les armes du faible sont de faibles armes »<sup>1</sup>.

On peut néanmoins se demander, au vu de ses multiples conséquences, si elles sont vouées à rester inopérantes, quoi qu'il arrive...

### « Les armes du faible sont de faibles armes »

Dans le cadre d'une stratégie de dissuasion du faible au fort, la Grèce ne disposait guère, pour tenter d'ébranler « les Créanciers », que du risque financier encouru par la zone euro dans l'éventualité d'un « *Grex* », du risque de « contagion » politique à l'Europe du Sud et, *in fine*, de la force présumée, mais évidemment surestimée, de « la volonté du peuple grec ».

Ainsi, Yanis Varoufakis, évoquant la dette « insoutenable » de l'Italie, déclarait-il : « L'euro est fragile [...] C'est comme un château de cartes, si vous retirez la carte grecque, les autres vont s'écrouler » (*Le Monde*, 10/2/2015). Mais il s'attirait *illico* cette réplique de Michel Sapin : « la situation de la Grèce n'est pas une menace pour la zone

GÉRARD MAUGER

euro » (*Le Monde*, 11/2/2015). Néanmoins, Jacob Lew, ministre américain de l'Économie, prévenait que « personne ne doit avoir l'illusion ou la certitude de connaître et maîtriser les conséquences d'une crise grecque » (« Dernières passes d'armes entre la Grèce et ses créanciers », *Le Monde*, 29/5/2015) et le prix Nobel Joseph Stiglitz prophétisait que « si rien ne change, l'Union européenne court à sa destruction » (*Le Monde*, 21/4/2015). Incertitudes ou incohérences des « experts », déclarations stratégiques « à l'intention des marchés », épisode de la guerre entre le dollar et l'euro ?

Quoi qu'il en soit, le risque encouru par l'Union européenne était surtout politique et, de ce fait, économique et financier<sup>2</sup>. « Très vite les regards se sont tournés vers ces États que les marchés financiers avaient élégamment associés à la Grèce pour forger l'acronyme anglais

1. Lucien Bianco, « Résistance paysanne », *Actuel Marx*, n° 22, 1997.

2. Le *Grex* « remettrait en cause le dogme de l'irréversibilité de l'euro et personne ne peut aujourd'hui en prévoir les conséquences » (Pierre Khalfa, « Une sortie de l'euro ne résoudrait rien », *Politis*, 12/2/2015).

PIGS (*Portugal, Ireland, Greece, Spain* : cochons) », écrit Renaud Lambert (« De Lisbonne à Dublin. À la recherche du prochain Syriza », *Le Monde diplomatique*, mai 2015). « Grèce, Espagne : l'envolée de la gauche radicale affole l'Europe », lisait-on dans *Le Monde* (27/1/2015). Il fallait donc enrayer le « scénario cauchemardesque [...] d'une éventuelle extension, notamment à l'Espagne ». La victoire de Syriza aux élections posait, en effet, la question de l'hégémonie du dogme néolibéral en Europe : « des décennies de néolibéralisme pourraient s'effondrer sous l'aspiration à la démocratie. C'est cela qui est insupportable aux classes dirigeantes européennes, au-delà même des orientations de Syriza », écrivait Pierre Khalfa (« Une sortie de l'euro ne résoudrait rien », *Politis*, 12/2/2015). Arnaud Leparmentier ne le désavouait pas : « Il faut croire Jean-Luc Mélenchon, qui attend une contagion dans toute l'Europe, écrivait-il. [...] D'autant plus que *Podemos* qui appelle à la prééminence de la démocratie sur le marché et incarne le refus de toute abdication du politique devant l'économie, vient d'enregistrer ses premiers succès électoraux, a le vent en poupe » (« Syriza ou le masque de Solon », *Le Monde*, 22/1/2015). « *Podemos*, mouvement champignon issu de celui des Indignés, rêve de conquérir l'Espagne<sup>3</sup>. Or, si celle-ci bascule, on ne sait pas faire », avertissait-il (« Berlin plutôt qu'Athènes », *Le Monde*, 8/1/2015).

3. À la veille du référendum grec, Pablo Iglesias, chef de file de *Podemos*, avertit : « À ceux qui prétendent faire peur aux Espagnols en sanctionnant la Grèce, nous disons que l'Espagne n'est pas la Grèce, que l'Espagne a une position très forte en Europe et que nous n'allons pas nous agenouiller devant Merkel » (*Le Monde*, 30/6/2015).

Après une longue période de confusion où il tentait de négocier en vain de nouvelles mesures d'austérité contre une restructuration de la dette, Alexis Tsipras prit le parti, en dernier recours, de mobiliser l'argument démocratique de la volonté du peuple grec<sup>4</sup> : « la Grèce qui a vu naître la démocratie doit envoyer un message de démocratie retentissant », « la volonté du peuple a toujours plus de force que la volonté d'un gouvernement », disait-il<sup>5</sup>. C'était supposer – à tort – que « le choix démocratique est [véritablement] au cœur des traditions européennes ». L'instant d'après, en effet, la décision était prise d'asphyxier les banques grecques : « jamais je n'aurais imaginé, déclarait Alexis Tsipras dans le même discours, que l'Europe démocratique refuserait à un peuple le temps et l'espace nécessaire à ce que ce peuple puisse se prononcer souverainement sur son avenir »<sup>6</sup>.

Les « Européens »<sup>7</sup> virent, en effet, dans le recours au référendum, une « rupture de confiance », une gifle, une provocation, un véritable « *casus belli* ». Donald Tusk, président du Conseil

4. Selon Arnaud Leparmentier, « Tsipras demande un vote pour mieux affronter ses créanciers [...] Le référendum transformé en arme pour exciter les passions : l'usage est inédit [...] Ils veulent juste renforcer leur pouvoir de négociation » (« Le monopole de la démocratie », *Le Monde*, 2/7/2015).

5. Allocution prononcée à Athènes le 1/7/2015 par le Premier ministre grec, Alexis Tsipras, en prévision du référendum du dimanche 5 Juillet.

6. *Ibid.* Voir « La BCE pousse la Grèce vers la sortie de la zone euro » (*Mediapart*, 7/7/2015).

7. Sur la mise en scène d'un conflit entre « les Grecs » (ou « la Grèce ») et « les Européens » (ou « l'Europe ») par les médias dominants, voir « Quand les médias boutent la Grèce hors de l'Europe », *Acrimed*, 7/7/2015 et Bernard Cassen, « Pour étrangler la Grèce, une Europe avec des guillemets », *Mémoire des luttes*, 29/6/2015.

européen, prévint, sans ambages, que : « si quelqu'un dit que le gouvernement grec aura une position plus forte avec un non au référendum, ce n'est tout simplement pas vrai » (*Le Monde*, 1/7/2015). Sans surprise, « à Berlin la ligne dure à l'égard d'Athènes s'impose » (*Le Monde*, 2/7/2015) : « Tsipras le tricheur » titre *Der Spiegel*, « La Grèce rackette l'Europe » lit-on dans *Bild*. Et Sigmar Gabriel, vice-chancelier et président du SPD déclare : « le gouvernement grec veut politiquement [...] idéologiquement, une autre zone euro. J'ai la ferme conviction que la zone euro serait en danger si nous suivions cette pression [...] Je crois que nous ne pouvons pas prendre ce risque » (*Le Monde*, 2/7/2015). Avec l'arrivée au pouvoir de Syriza, « l'Union européenne [était, en effet] confrontée pour la première fois, explique Arnaud Leparmentier, à une révolution gauchiste-marxiste-nationaliste dans un État membre » (« La Grèce, une hystérie française », *Le Monde*, 9/7/2015). « À force d'être obsédé, à juste titre, par le populisme droitier et l'extrême-droite [...] on avait fini par oublier que le spectre du gauchisme continuait à hanter l'Europe », avait-il prévenu (« Danger, élections ! », *Le Monde*, 18/12/2014) : « Syriza n'est pas rose foncé. Il est rouge » (« Syriza ou le masque de Solon », *Le Monde*, 22/1/2015)<sup>8</sup>.

On sait qu'après la victoire écrasante du non au référendum (61 % des

votants)<sup>9</sup>, Alexis Tsipras accepta un accord encore plus défavorable que le précédent, tout en déclarant : « Je ne crois pas à cet accord. C'est un mauvais accord pour la Grèce et pour l'Europe, mais j'ai dû signer pour éviter une catastrophe »<sup>10</sup>.

Tout indique qu'il s'agissait de montrer – pour l'exemple – à Alexis Tsipras qu'il lui était impossible de mener la politique pour laquelle il avait été élu : preuve par les faits du « TINA » de Margaret Thatcher. Pour « décourager les électeurs rêveurs d'Espagne ou d'ailleurs qui croient encore à la possibilité de gouvernements opposés au dogme germanique » et « éviter la transmission du virus Syriza au reste du corps européen » (Stellios Kouloglou, « Grèce, le coup d'État silencieux », *Le Monde diplomatique*, juin 2015), il fallait à la fois, comme l'expliquait Wolfgang Streeck, « provoquer la scission au sein de Syriza et ruiner sa réputation auprès des électeurs »<sup>11</sup> (*Le*

9. En Grèce, l'écart entre classes dominantes et classes dominées s'accentue avec le référendum (voir « Athènes fracturée par la crise », *Le Monde*, 8/7/2015).

10. « Un accord impraticable qui ne chasse aucunement la perspective du « Grexit » et dont tous les économistes disent qu'il replongera vite la Grèce dans la récession », écrit l'éditorialiste du *Monde* (25/7/2015) peu suspect d'un philhellénisme exubérant. Paul Krugman, prix Nobel d'économie, observe qu'« une dévaluation (consécutive à un Grexit) ne créerait pas beaucoup plus de chaos que celui qui existe aujourd'hui » (*Le Monde*, 1/7/2015). Selon Thomas Coutrot, « un plan B, même assorti d'une expulsion de la zone euro, aurait mieux valu pour la Grèce et pour l'Europe que l'accord du 13 juillet » (« Un compromis désastreux pour la Grèce et pour l'Europe », *Le Monde*, 15/7/2015). Pour une analyse de l'accord, voir Jean-Marie Harribey, « 1938, Munich- 2015, Berlin », *Alternatives économiques*, 4/7/2015

11. L'objectif est atteint : le 15 juillet, « le comité central de Syriza appelle à rejeter le mémorandum » (*Le Monde*, 15/7/2015) et les

8. De même, la candidate PPE à la mairie de Madrid accuse celle de Podemos de vouloir « casser le système démocratique et occidental », d'avoir l'intention d'établir des « soviets » dans les quartiers et de transformer la démocratie en « régime bolivarien » (*Le Monde*, 30/5/2015). Sur ce thème, voir Pierre Rimbart, « Syriza delenda est », *Le Monde diplomatique*, n° 736, juillet 2015.

*Monde*, 3/3/2015) et claironner *urbi et orbi* la capitulation de Tsipras. « Après le non grec, L'Europe reste inflexible », titre *Le Monde* (7/7/2015) : « Tsipras cède aux demandes des créanciers », écrit son nouveau directeur, Jérôme Fenoglio, qui se félicite du « retour à la sagesse » du gouvernement grec (*Le Monde*, 11/7/2015). Cette « reddition sans condition » montre que « jamais les institutions n'accepteront de voir s'installer dans un pays européen un gouvernement menant une politique qui rompt avec le néolibéralisme » « Pierre Khalfa, (« *Vae Victis !* », *Mediapart*, 15/7/2015), « c'est un peu comme si on venait de nous dire que, désormais, toute politique de gauche est interdite. Prohibée par un mystérieux décret. Et que nous sommes enfermés dans une prison idéologique qui n'autorise plus aucun choix » (Denis Sieffert, « Gauche interdite, *Politis*, 17/7/2015).

### Les armes des faibles sont-elles vouées à rester de faibles armes ?

Quel genre de conséquences peut-on tirer de cette expérience ? On évitera de « blâmer les victimes », mais il n'est pas interdit d'essayer d'en tirer quelques leçons.

### La sortie de l'euro

« L'élection d'un gouvernement de gauche radicale dans un pays comme la Grèce est insuffisante pour menacer les grands équilibres politiques européens [...] Pourquoi les autorités européennes changeraient-elles le moins du monde, ce qui pourrait créer un

mesures d'austérité exigées par les créanciers sont adoptées par le Parlement grec grâce aux voix de l'opposition : 39 députés Syriza ont voté contre (« Le gouvernement Tsipras tient à un fil », *Le Monde*, 17/7/2015)

précédent ? [...] Si la BCE ne veut pas sauver la Grèce, c'est qu'elle ne le veut pas. On s'en doutait », concluait Gérard Duménil dès le mois d'avril (*Politis*, 9/4/2015). Selon Stathis Kouvelakis, il fallait alors « admettre qu'en fin de compte, entre l'application de son programme et le maintien dans l'euro, il y a sans doute une contradiction insurmontable » (*L'Humanité*, 25/3/2015). De même, Frédéric Lordon annonçait que « l'alternative pour Syriza est des plus simples : plier ou tout envoyer paître. Mais il n'y aura pas de tiers terme. Et si Tsipras imagine qu'il pourra rester dans l'euro et obtenir davantage que des cacahuètes, il se raconte des histoires » (« L'alternative de Syriza : passer sous la table ou la renverser », *La pompe à Phynances*, 19/1/2015). Pour la plupart des europhiles, le « Grexit » voulu par Wolfgang Schäuble, eut été « une catastrophe ». Une catastrophe pour les Grecs ? Sans méconnaître les multiples problèmes posés par le retour à la drachme<sup>12</sup>, la prophétie reste à démontrer<sup>13</sup> : tous les pronostics économiques conviennent, en effet, que les conditions imposées aux Grecs pour leur maintien dans la zone euro sont proprement « catastrophiques »<sup>14</sup>. Quoi qu'il en soit, un

12. Sur ce sujet, voir Costas Lapivitsas, « Sortie de l'euro, une occasion historique », *Le Monde Diplomatique*, n° 736, juillet 2015. De façon générale, voir aussi Jacques Sapir, « Sortir de l'euro », *RussEurope*, 14/4/2015 et 13/5/2015.

13. Sur les controverses entre « experts » qui évoquent irrésistiblement de modernes médecins de Molière, voir « Un Grexit temporaire ne ferait pas le miracle », *Le Monde*, 22/7/2015).

14. « Alors que les deux premiers plans d'aide à la Grèce ont provoqué la chute de 25 % de l'activité du pays et fait flamber chômage et pauvreté sans jamais diminuer le ratio dette-PIB, qui peut croire que ce troisième plan va

« *Grexit* » eut été à coup sûr une catastrophe pour « les Européens » : « l'explosion de la zone euro » aurait, en effet, remis en question le dogme de l'irréversibilité de l'Union monétaire et, de ce fait, le TINA de Thatcher : « une sortie de l'euro serait une catastrophe pour la Grèce – économique, sociale, politique – exposerait les Balkans à un risque d'explosion, et les pays les plus faibles de la zone euro à une contagion financière – envolée des taux – et politique – avec *Podemos* en Espagne » –, s'inquiétait ainsi Arnaud Leparmentier (« Le monopole de la démocratie », *Le Monde*, 2/7/2015).

### La déroute de « l'europhilie »

Selon Perry Anderson, l'idéologie de « la famille européenne » peut se résumer en ces termes<sup>15</sup> : « l'UE garantit toujours la paix et la prospérité du continent, bannit le spectre de la guerre entre les nations, défend les valeurs de la démocratie et des Droits de l'Homme et fait respecter les principes d'un libre marché modéré, socle de toutes les libertés ». Or, « tous les sondages montrent que, partout, l'attachement à l'Union européenne a – à juste titre – fortement décliné en dix ans. Elle est désormais vue comme ce qu'elle est : une structure oligarchique, gangrénée par la corruption, construite sur le déni de la souveraineté populaire, imposant un régime économique amer de privilèges pour quelques uns et de contraintes pour

sortir la Grèce de la crise ? », s'interrogent Michel Rocard, Philippe Maystadt, Angel Moratinos et Pierre Larroutourou (« Nous sommes tous des Grecs allemands ! », *Le Monde*, 21/7/2015).

15. Jürgen Habermas la caractérise par sa « mentalité post-nationale » (« Merkel a dilapidé le capital politique de l'Allemagne », *Mediapart*, 17/7/2015).

tous les autres » (« La débâcle grecque », *Mediapart*, 22/7/2015). La perte de légitimité démocratique et éthique serait-elle fatale à « l'europhilie » ? Sans doute faut-il distinguer deux espèces d'« europhiles » : la catégorie dominante est évidemment celle des néo-libéraux convaincus qui ont découvert dans les règles, mécanismes, disciplines européens le moyen d'exercer et d'étendre leur hégémonie... Mais, on peut aussi supposer l'existence d'une catégorie dominée qui, rêvant d'une « autre Europe », tente de se persuader que l'Europe « réellement existante » (comme le socialisme « réellement existant » d'antan) préfigure celle qu'ils appellent de leurs vœux (pieux). Ceux-là s'inquiètent aujourd'hui d'« un fort vent d'eurosepticisme qui souffle sur le continent, alimenté par la montée des aspirations identitaires et des partis xénophobes ». D'où la déploration, par exemple, de Romano Prodi, ancien président de la Commission européenne : « Je souffre énormément de voir ce que l'Europe est devenue », de la perte de « la bonne volonté », de « la confiance », de « la solidarité » d'antan, du fossé creusé entre nord et sud de l'Union européenne, de l'abandon du « pilier économique et fiscal » au profit du seul « pilier monétaire », du déséquilibre dans le couple franco-allemand, des nationalismes au sein de l'UE (« Chacun veut se croire le maître de l'autre »), bref du « désenchantement » de l'Europe. D'où les regrets de l'éditorialiste du *Monde* confronté à « la hargne sans précédent dans la défense des intérêts nationaux des uns et des autres » (« Du bon usage de l'éternelle crise de l'euro », 21/7/2015), de « ce choc d'égoïsmes nationaux bornés » (*Le Monde*, 25/7/2015). Selon Arnaud Leparmentier « la querelle européenne a tourné à la

guerre de religion. Certains en finissent par se détester. Entre les protestants du Nord et les catholiques-orthodoxes du Sud. Expiation contre rédemption des Grecs, la querelle laissera des blessures profondes » (« Paraboles grecques », *Le Monde*, 16/7/2015). Faut-il en conclure que l'Union européenne réactive « les nationalismes » ? Il ne semble pas venir à l'esprit des « europhiles » que c'est l'Europe « réellement existante » qui est génératrice de cet « euroscepticisme ». De ce point de vue, la montée des partis d'extrême-droite en Europe est providentielle : elle est aujourd'hui la principale, sinon la seule justification possible d'une europhilie béate qui perpétue la foi en « l'esprit des pères fondateurs » ou cynique qui sert d'alibi à l'hégémonie néo-libérale. Pour ré-enchanter, l'Europe, Arnaud Leparmentier en vient à faire appel à un succédané de « père fondateur » en déplorant que les Européens « rendent tardivement justice à Jacques Delors », incarnation de « l'âge d'or communautaire, lorsque l'Europe protégée par l'OTAN et cernée par le rideau de fer pouvait prospérer » (*Le Monde*, 23/7/2015) : l'anticommunisme était alors « la grande idée européenne »<sup>16</sup>. L'attaque apparaissant comme la meilleure défense d'une cause de plus en plus indéfendable, les « europhiles » soupçonnent ceux qui manquent d'enthousiasme d'être « eurosceptiques », « europhobes », « souverainistes » et, pour tout dire, « nationalistes ». Le texte publié récemment par quatre syndicats patronaux et de salariés a le mérite d'explicitement les fondements de « l'europhilie » : déplorant le double effondrement de « la

domination du monde par l'Europe », consécutif aux deux guerres mondiales et à la « mondialisation », ils invoquent « la nécessité pour les nations européennes de s'unir pour maintenir leur rang dans le monde », la nécessaire « mise en place d'un contrepoids face à la domination écrasante du dollar » et la menace du « déclin » en cas d'échec (« Pour une Europe solidaire », *Le Monde*, 22/7/2015). Comment ne pas voir dans cette vision sans doute plus « réaliste » de l'europhilie un changement d'échelle de « la volonté de puissance » et, en définitive, du « nationalisme » ?

### Une nouvelle forme d'hégémonie

Plutôt que la métaphore néo-coloniale du « protectorat » ou celle de « l'impérialisme allemand »<sup>17</sup>, la situation européenne d'aujourd'hui – avec sa « pensée unique » et son succédané de « parti unique » où la « droite de droite » alterne ou coopère avec la « gauche de droite » – invite à transposer ce que Czeslaw Milosz disait au début des années 1950 du règne du « matérialisme dialectique » en Europe de l'Est : « c'est seulement vers [le dernier quart] du vingtième siècle que les habitants de nombreux pays d'Europe ont été amenés, de façon généralement désagréable, à constater que leur sort pouvait être directement influencé par des livres [d'économie] traitant de sujets abscons et quasi impénétrables »<sup>18</sup> : il suffit de substituer le catéchisme « ordolibéral » (« la croyance monétaire transpartisane

16. En 1990, Jean-Pierre Chevènement déclare : « Le mur de Berlin s'écroule, un mort : Jacques Delors ».

17. Voir, par exemple, Etienne Balibar, Sandro Mezzadra et Frieder Otto Wolf, « Le Diktat de Bruxelles et le dilemme de Syriza » (*Mediapart*, 19/7/2015).

18. Czeslaw Milosz, *La pensée captive*, Paris, Éditions Gallimard, 1953 (pour la traduction française).



et pour ainsi dire métapolitique »<sup>19</sup> et le dogme de la « concurrence libre et non faussée » au « Diamat » (matérialisme dialectique). À ceci près que, contrairement aux « oligarques staliniens » qui, sous Brejnev, « ne croyaient plus à leur système » et « se contentaient de le faire durer », « nos oligarques européens, les Juncker, Hollande ou Merkel, eux, semblent vraiment croire que leur système est rationnel » (*Lettre d'information d'ATTAC*, 16/7/2015). Mai, si la croyance a changé, elle est aussi inébranlable que l'était celle des staliniens : « l'aveuglement volontaire des dignitaires repose [ici] sur l'imbrication puissante entre l'idéologie du marché infailible et l'intérêt prosaïque des rentiers » (*Lettre d'information d'ATTAC*, 16/7/2015)<sup>20</sup>. Posant, lui aussi, l'équivalence « Merkel = Brejnev », Jean-François Bayart considère que « la comparaison mérite qu'on s'y arrête » : « dans les deux cas, écrit-il, prévaut la doctrine de la "souveraineté limitée" au sein d'un ensemble régional [...] sous la houlette d'un *hegemon* [qui] entend normaliser ses dissidents » (« La normalisation de la Grèce », *Mediapart*, 21/7/2015). L'accord du 13 juillet est, selon lui et beaucoup d'autres, « un coup d'État financier » : « faisant fi de la légendaire culture du compromis dont elle s'enorgueillissait, l'Union européenne a placé le révolver sur la tempe de l'un de ses membres, selon la métaphore consacrée, pour annuler les résultats incontestés d'élections et d'un référendum démocratiques ». De même que l'intervention de l'Union soviétique le 21 août 1968

entendait « normaliser » la Tchécoslovaquie, la démocratie en zone euro est devenue une variable d'ajustement de la « normalisation financière » : « vu de Bruxelles et de Francfort, le pouvoir du peuple s'arrête là où commence celui de la finance », conclut-il. Peut-on objecter comme Arnaud Leparmentier à Alexis Tsipras que les Grecs n'ont pas « le monopole de la démocratie » ? « Depuis des mois, explique-t-il, les dirigeants grecs, se drapent dans leur légitimité démocratique, comme si la voix des autres citoyens européens ne comptait pas. La voix d'un Grec vaut autant, mais pas plus, que celle d'un Allemand, d'un Slovène ou d'un Français » (« Le monopole de la démocratie », *Le Monde*, 2/7/2015). On a vu ce que vaut la voix d'un Grec : celle d'un Allemand, d'un Slovène ou d'un Français, ne vaut effectivement pas plus. Outre qu'« aucune possibilité institutionnelle n'existe pour les citoyens européens [...] de contrôler effectivement les décisions prises en leur nom »<sup>21</sup>, « prononcer le mot référendum, c'est [...] immanquablement faire ressurgir le spectre du Traité constitutionnel de 2005 » (Frédéric Lordon, « L'euro ou la haine de la démocratie », *La pompe à phynance*, 29/6/2015) et Jean-Claude Juncker n'avait pas manqué de rappeler qu'« il n'y a pas de choix démocratiques contre les traités européens ».

### La « politique de dépolitisation »<sup>22</sup>

Selon Denis Sieffert, « ce que la crise grecque a révélé, c'est la dimension politique d'un conflit que l'on a voulu

19. Frédéric Lordon, « Le crépuscule d'une époque », *La pompe à phynance*, 7/7/2015.

20. Yanis Varoufakis a témoigné de l'impossibilité de discuter un tant soit peu avec les ministres de « l'eurozone disciplinaire ».

21. Voir Étienne Balibar, Sandro Mezzadra et Frieder Otto Wolf, « Le Diktat de Bruxelles et le dilemme de Syriza », art. cit.

22. Pierre Bourdieu, « Contre la politique de dépolitisation », in *Contre-feux 2*, Paris, Éditions Raisons d'agir, 2001, p. 57-67.

exclusivement technique et budgétaire. Et cette leçon-là sera difficile à effacer » (« Leçons européennes », *Politis*, 23/7/2015). La croyance partagée dans le caractère « apolitique », « technique », des politiques monétaires et budgétaires néo-libérales repose vraisemblablement sur leur « traduction » en règles de bonne conduite domestique : « ne-pas-dépenser-plus-qu'on-ne-gagne », « se-serrer-la-ceinture-pour-faire-des-économies », « qui-paieses-dettes-s'enrichit », etc. Comme l'explique Frédéric Lordon, l'UE n'a eu de cesse de « réduire autant qu'elle le pouvait le cercle du discutable » : « l'ennemi ici, c'est ce qui veut vous forcer à rediscuter de ce que vous avez décrété soustrait à toute discussion » (« L'euro ou la haine de la démocratie, *La pompe à phynance*, 29/6/2015). « La dépolitisation » est, selon Jean-François Bayart, « le vrai mode de gouvernement national libéral » (« La normalisation de la Grèce », *Mediapart*, 21/7/2015) et Jürgen Habermas comme Wolfgang Streeck parlent d' « évidemment technocratique de la démocratie » comme conséquence « d'un modèle néolibéral de politique de déréglementation du marché » (« Merkel a dilapidé le capital politique de l'Allemagne », *Mediapart*, 17/7/2015). La brèche ouverte dans « l'hégémonie nationale-libérale qui s'est imposée sur le Vieux continent depuis 1980 »<sup>23</sup> par Syriza réside dans sa prétention à discuter l'indiscutable, placé, comme dans l'Athènes classique, « hors politique ». Mais qu'est-ce que l'Union Européenne sinon un moyen de coercition s'exerçant sur les récalcitrants pour les contraindre à « se

réformer », c'est-à-dire à se plier aux oukazes « néo-libéraux » ? Manfred Weber, président allemand du groupe PPE au Parlement européen a le mérite de le dire explicitement : « Si les pays de l'eurozone ne sont pas prêts à se réformer, alors l'eurozone n'a pas d'avenir. Il n'y a pas d'alternative aux réformes. Il faut approfondir l'Union politique et monétaire, trouver un moyen d'obliger les pays à se réformer » (*Le Monde*, 20/7/2015)<sup>24</sup>. L'expérience grecque a montré - à ses dépens - la vanité de la croyance en la possibilité « de conduire des politiques de rupture avec le néolibéralisme dans le cadre des institutions européennes actuelles » et la nécessité de « se dégager de l'illusion européiste » (Stathis Kouvelakis, « Un dépeçage du pays sur un mode néocolonial », *Politis*, 23/7/2015). Raoul Marc Jennar tire la même conclusion : « L'UE n'est pas réformable [...] Comment peut-on un seul instant prendre au sérieux une proposition de négociations, à l'intérieur de l'UE, avec des gouvernements dont on ne cesse de dénoncer l'arrogance ultralibérale et le déni constant de démocratie ? Comment peut-on croire et faire croire que l'oligarchie serait disposée à céder, dans le cadre d'institutions qui sont faites pour satisfaire son intransigeance ? » (*Politis*, 23/7/2015).

### La sortie du capitalisme

En définitive, la crise grecque aura montré que « la construction européenne » n'est rien d'autre que le

23. Jean-François Bayart, « La normalisation de la Grèce », *Mediapart*, 21/7/2015.

24. Le « moyen » a été trouvé : « La dette grecque est une arme entre les mains des créanciers pour imposer la conversion totale, absolue, de l'économie grecque au libéralisme », écrit Denis Sieffert (« Un vote de classe », *Politis*, 9/7/2015).



masque (qui, à vrai dire, ne dissimule pas grand-chose) du dispositif qui impose à l'ensemble des peuples européens les politiques néo-libérales du capitalisme triomphant (moins d'État, moins de services publics, moins d'impôts, moins de salaires, moins de retraites, moins de protection des salariés... et plus de profits), celui du pouvoir impérial à peu près illimité d'une poignée d'oligarques et d'idéologues qui les soutiennent dans le champ politique, médiatique, scientifique. Quand le masque tombe, se font jour non seulement les « eaux glacées du calcul égoïste », mais aussi une fondamentale hostilité à la démocratie qui était censée lui tenir lieu de vertu et la ferme résolution de la contourner<sup>25</sup>. Il faut reconnaître à Arnaud Leparmentier, le mérite d'aller au fond du problème : « derrière ce débat sur la dette, écrit-il, la conviction au fond est que la propriété, c'est le vol. En tout cas, qu'il faut la redistribuer ». Les « partageux » étant de retour, il appelle à la vigilance : « Voici venir la grande spoliation, dont nul ne s'émeut vraiment », prévient-il. Pourtant l'affaire est grave : elle conduit ni plus ni moins « à remettre en question l'ordre économique européen, fondé, en Allemagne

depuis 1949, en France depuis le virage de la rigueur de François Mitterrand en 1983, sur une monnaie neutre qui n'est pas confiée aux politiques » (« La Grèce, une hystérie française », *Le Monde*, 9/7/2015). Preuve, s'il en fallait une, que la « démocratie parlementaire [...] accepte qu'on débâte de tout sauf de la propriété privée du capital » (Frédéric Lordon, « L'euro ou la haine de la démocratie, *La pompe à phynance*, 29/6/2015). ■

25. La lutte antidémocratique est une constante de la démocratie « réelle » : en « trompant » les classes populaires à grands renforts de propagande (que l'on songe à l'ampleur des budgets électoraux) et d'abord en les divisant. Reste que le plus grand succès dans la lutte antidémocratique a été acquis sans que personne l'ait vraiment voulu : l'abstentionnisme de masse des classes populaires (voir Patrick Lehingue, « Les classes populaires et la démocratie représentative en France », *Savoir/Agir*, n° 31, mars 2015), dont il n'est pas exclu qu'il finisse par trouver un jour une expression politique plus ou moins démocratique.